

À Lusaka, nous avons décidé qu'au cours de notre réunion de Toronto nous prêterions une attention particulière aux problèmes posés par la censure en Afrique du Sud et par les efforts du gouvernement de ce pays pour dissimuler la réalité au monde. Notre décision était opportune. Le gouvernement sud-africain est revenu à certaines pratiques déjà utilisées pour contrôler la presse. Il a suspendu des journaux, en a menacé d'autres, afin de signifier que la vérité ne serait pas tolérée. De nouvelles contraintes ont été imposées à la presse lors de la reconduction de l'état d'urgence. Le gouvernement de l'Afrique du Sud ne permettra pas aux médias sud-africains de s'opposer à l'apartheid ou de montrer celui-ci sous son véritable jour.

Le gouvernement sud-africain ne se montre aucunement disposé à négocier une nouvelle forme de gouvernement qui permettrait à tous les Sud-Africains d'avoir des représentants choisis par la majorité en toute liberté. Les leaders noirs légitimes font connaître leur position de prison ou d'exil ou malgré les obstacles de l'interdiction et de la censure.

Lorsqu'il cherche à abuser le reste du monde, le gouvernement de l'Afrique du Sud s'abuse lui-même. En étalant au grand jour sa propagande, nous pouvons peut-être le forcer à reconnaître les réalités qu'il tente de dissimuler. Un document établi par le Canada sur la stratégie à employer contribuera, je l'espère, à orienter nos réflexions sur cet important sujet.

En conclusion, j'aimerais vous renouveler mes souhaits de bienvenue au Canada et à Toronto. Cette ville, qui est devenue la plus importante du Canada en attirant des immigrants du monde entier et qui est fière de sa diversité, offre un cadre approprié à la réunion d'un comité du Commonwealth chargé d'étudier des problèmes nés du racisme.